

Égypte : «youm» Moubarak !

Hosni Moubarak jette l'éponge. Il s'est officiellement retiré de son poste de président d'Égypte, hier vendredi, au 18^e jour du soulèvement populaire sans précédent dans le pays et confie le pouvoir à l'armée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -L'annonce a été faite non pas par Moubarak lui-même mais par le vice-président Omar Souleymane à travers une adresse «éclair» à la nation, en début de soirée, sur la chaîne d'Etat égyptienne : «Compte tenu des conditions difficiles que traverse le pays, le président Mohamed Hosni Moubarak a décidé d'abandonner le poste de président de la République et chargé le Conseil suprême des forces armées de gérer les affaires du pays.»

Laconique, sans de plus amples précisions, cette phrase aura suffi pourtant à provoquer une explosion de joie et des scènes de liesse pharaoniques à travers le Caire, toute l'Égypte et tous les pays arabes.

Le Raïs avait pourtant tout fait pour défier l'évidence, repousser les limites du réel. Faisant face à un «tsunami» d'un rejet populaire rarement égalé dans l'histoire du monde moderne, il assurait, jeudi soir encore, n'avoir nullement l'intention d'abdicquer.

Dans un discours à la nation, annoncé pourtant comme étant celui où il annoncerait sa démission, y compris par les officiels égyptiens et même par le patron de la CIA et Barack Obama, Moubarak surprend par une détermination pour le moins déroutante.

Affirmant ne «jamais accepter les diktats venus de l'étranger», Moubarak annoncera, en guise de seule concession : «J'ai

décidé de déléguer mes pouvoirs au vice-président conformément à ce que dit la Constitution» et ce, durant toute la période de transition. Puis cette précision «une transition de pouvoir va d'aujourd'hui à septembre». Une précision de trop, et qui précipitera sa chute. Les Égyptiens ont pris cet entêtement à aller

jusqu'au bout pour de la provocation. Et leur réponse ne se fera pas attendre : déjà des milliers à occuper la rue, notamment la désormais emblématique place Tahrir au centre du Caire pour réclamer son départ, le discours de jeudi fera aussitôt descendre d'impressionnantes foules dans la rue. Des foules décidées à en finir.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, ils étaient déjà des centaines à se diriger vers le

siège de la présidence égyptienne. Vendredi, la pression populaire était telle que, début d'après-midi, Moubarak était annoncé du côté de Charm El-Cheikh, la station balnéaire du Sud-est égyptien où il a une résidence secondaire.

Le départ de Moubarak déclenchera, outre les historiques scènes de liesse en Égypte, un déluge de réactions internationales félicitant, toutes, le peuple égyptien et soulignant toutes la

dimension historique de l'événement. C'est le cas de l'Union européenne, de toutes les capitales occidentales, Ankara, Doha, mais aussi Téhéran et le Hizbollah libanais. Curieusement, c'est Washington qui se distinguera par la réaction la moins euphorique.

Ainsi, dans une première réaction officielle, le vice-président des Etats-Unis, Joe Biden, dira certes qu'«aujourd'hui est un jour

historique pour les Égyptiens». Il ne manquera pas, toutefois, de mettre en garde contre «des jours à venir, délicats et lourds de conséquences».

Le Premier ministre britannique David Cameron l'imitera presque, en déclarant de son côté «qu'il faut aller vers un gouvernement civil et démocratique en Égypte». C'est vrai que l'après-Moubarak ne fait que commencer...

K. A.

MOUBARAK SORT SON PLAN B, LE CHANTAGE Le Caire, le temps des gangsters

Des dictateurs classiques – Franco, Ceausescu, Milosevic, Saddam Hussein – étaient des hommes politiques qui ont utilisé des méthodes de bandits. Hosni Moubarak n'est pas dans cette catégorie. C'est un bandit qui utilise la politique. Bruxelles sait qu'il fera beaucoup de mal, encore. La gifle reçue par le vice-président Omar Souleymane n'est que le prélude à un chantage grandiose que s'apprête à exécuter le Raïs.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Lorsque le pauvre Omar Souleymane suggère au Raïs de démissionner, la gifle qu'il reçoit de la main froide et cruelle du pharaon est cinglante, violente. Moubarak est un professionnel de la dictature. Il est d'autant plus dangereux qu'il a amassé une fortune — quatre-vingt milliards de dollars —, véritable trésor de guerre. Le pharaon moderne fera encore du mal, beaucoup de mal à l'Égypte. Moubarak est dangereux. C'est un dictateur, un vrai, un professionnel. Il exerce son métier avec un rare sens du cynisme, un art accompli de la provocation, de la démesure. Le pharaon des temps modernes a fait beaucoup de mal et il en fera, encore, c'est certain. Omar Souleymane, tout-puissant patron du renseignement qu'il est, fraîchement installé comme premier vice-président, a eu à le constater à ses dépens. C'est

une gifle cinglante, violente, surgie d'une main ferme et solide qu'il reçoit lorsqu'il murmura le mot démission. Hosni Moubarak, rusé, cynique, demande à Souleymane de continuer son idée, de dévoiler son plan. Dès son récit terminé, le premier vice-président est convié à lire, ne serait-ce que furtivement, un résumé de rapports établis par les hommes de Hosni. C'est la liste des personnalités dans l'armée impliquées dans des affaires géantes de corruption. L'équipe des enquêteurs de Moubarak ne rigole pas à ce niveau. Toutes ces conclusions ont été vérifiées et validées par les différents services de renseignement et de police israéliens. Tel-Aviv, tout le monde le sait maintenant, tient à Moubarak comme à la prune de ses yeux. Depuis une semaine, Israël est soutenu dans ses choix par deux alliés de taille. L'Arabie saoudite et la Libye. Le soutien des Saoudiens à Moubarak est réel,

déterminé. Riyad et prêt à mettre sur la table et cash l'équivalent de «l'aide» américaine au Caire. Pourvu que la dynastie résiste, se cramponne, ne lâche pas prise. Les Saoudiens craignent l'effet domino parce qu'ils savent, de raison et d'instinct, que si l'Égypte dans sa configuration actuelle tombe, le tour des autres, tous les autres, viendra. C'est donc plus par précaution que par amour de Moubarak que le roi d'Arabie, actuellement au Maroc, milite pour le maintien du dictateur du Nil. Moubarak est dangereux parce qu'il est à la tête d'un véritable trésor de guerre, d'une fortune à la Crésus.

Les Moubarak sont riches, immensément riches, anormalement riches. Quatre-vingt milliards de dollars, quatre-vingt milliards de dollars, oui, oui ! Déposés en Suisse, au Luxembourg, à Tel-Aviv, Marrakach et dans d'autres paradis fiscaux. La chancelière allemande, Angela Merkel, a tout de suite compris que recevoir Moubarak plus que de raison nuirait à l'Allemagne, à la réputation de l'Allemagne, au sérieux de l'Allemagne. A Hillary Clinton qui la pressait d'accorder le gîte — le couvert, Moubarak s'en passe, bien avec 80 milliards de

dollars ! —, la chef de l'exécutif de Berlin a fermement conclu : «Non, non et non ! Mon peuple ne comprendrait pas que je ne traduise pas en justice un homme qui a détourné une somme pareille !» Et à l'héritière de la grandeur prussienne d'ajouter : «N'importe quel juge de province, une association, une ONG des droits de l'homme obtiendra le procès de Moubarak ou son extradition vers son pays... l'Allemagne ne livrera pas cette bataille.»

Hillary Clinton se le tint pour dit. Il ne lui restait à elle, à Benyamine Netanyahu, au roi d'Arabie qu'à gagner du temps. Encore quelques semaines, encore quelques jours, encore quelques heures pour que la relex d'Obama, farouche partisane, par ailleurs, du changement en Égypte, trouve une solution. L'équation pour M^{me} Clinton est simple : comment déboulonner Moubarak sans irriter Israël et le puissant lobby sioniste newyorkais. Clinton est une élue de New York, tout de même. Le chantage, la gifle reçue par Souleymane et les dossiers de corruption, de ses adversaires, tenus par Moubarak vont, sans doute, précipiter les événements.

A. M.

LE RCD CÉLÈBRE LE DÉPART DE MOUBARAK «Le peuple veut faire tomber le régime»

Des dizaines de militants du Rassemblement pour la culture et la démocratie ont manifesté, hier, rue Didouche-Mourad, pour célébrer la chute du président Hosni Moubarak.

«C'est un moment historique, nous nous devons de sortir pour fêter le départ du dictateur égyptien», a précisé Athmane Mazouz, député et membre de la direction du RCD. En plus du traditionnel «Bouteflika bara», les manifestants ont repris en chœur le slogan de la rue égyptienne : «Le peuple veut faire tomber le régime». Présente en force sur les lieux, la police a fini par charger les militants et les sympathisants du RCD.

A l'heure où nous mettons sous presse, on signale plusieurs blessés dans les rangs des manifestants.

T. H.

«Ne lâchez pas», disent aux Égyptiens les «tombeurs de Ben Ali»

«Ils ne doivent pas lâcher sinon c'est la déroute.» Pour les «tombeurs de Ben Ali», l'ex-président tunisien, dont la révolution a inspiré et servi d'exemple aux manifestations en Égypte, seule la pression pourra faire partir le raïs égyptien Hosni Moubarak.

Aux terrasses des cafés de l'avenue Bourguiba, on ne parle que de ça. «Nos frères égyptiens ne doivent pas lâcher, Moubarak est un renard et la moindre concession de la rue ajoutera à son obstination», déclare Abdelkader, plongé dans son journal en quête de nouvelles de la place Tahrir au Caire. Hier matin, des dizaines de milliers d'Égyptiens ont commencé d'affluer pour une journée de mobilisation massive contre le président Moubarak, qui a provoqué leur colère jeudi soir en s'accrochant à son poste. Devant la mosquée Al-Fatah, dans le centre de Tunis, la discussion s'anime entre des fidèles peu avant la grande prière hebdomadaire. «Il n'est pas parti car les Américains veulent qu'il reste», estime Adnane, 40 ans. Youssef n'est pas de cet avis. «Ni les Américains ni l'armée ne peuvent le protéger, la pression est forte et il partira avec la volonté de Dieu». Hosni Moubarak, 82 ans, a gouverné sans partage pendant trois décennies l'Égypte, qui compte plus de 80 millions d'habitants. Un mouvement populaire sans précédent a démarré le 25 janvier pour dénoncer

les maux de son règne : chômage, pauvreté, corruption, libertés étouffées, violences policières. «Le pouvoir est maladif. Moubarak doit rejoindre son ami Ben Ali en Arabie saoudite», commente une étudiante, Narjess, qui dit «espérer de bonnes nouvelles du Caire en fin de journée». Journaux et politiciens tirent à boulets rouges contre l'«obstination» du raïs égyptien. «Cela s'appelle gagner du temps, le temps justement de partir. Partir ce n'est pas le fort des dictatures arabes où le pouvoir absolu finit par se travestir en incantation messianique», écrit le quotidien *Le Temps* (privé). Pour ce journal «l'onde de choc déclenchée par la révolution en Tunisie ne s'arrêtera plus». «Il est dans le coma», «il n'a rien compris», titre en Une le quotidien arabophone *Assabah*, montrant un Hosni Moubarak le visage hagard. «Moubarak, j'y suis, j'y reste», titre le *Quotidien* (privé) ajoutant que le président égyptien s'accroche à son fauteuil et laisse la rue aux manifestants. Cette obstination est aussi dénoncée par des groupes politiques tunisiens. Pour Meya Jéribi, secrétaire général Parti démocratique

progressiste (PDP, opposition) «la détermination du peuple égyptien à vouloir chasser Moubarak doit se concrétiser. Les peuples arabes ne veulent plus de demi-mesures». «Il faut qu'il parte, le peuple égyptien en a marre d'un régime corrompu», estime Jounaidi Abdeljawed, dirigeant du mouvement Ettajdid (ex-communiste). «S'il n'a rien à se reprocher et veut rester dans son pays, il doit accepter les appels du peuple», ajoute M. Abdeljawed, exprimant l'espoir que l'armée défendra la transition vers une démocratie «véritable et pacifique». Le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, interdit sous Ben Ali) qualifie l'attitude de Moubarak de «danse d'un coq égorgé». «C'est une dernière tentative de s'accrocher au pouvoir contre la volonté du peuple», estime le chef du PCOT Hama Hammami. Pour lui, le raïs subira «le même sort» que Zine El Abidine Ben Ali, chassé le 14 janvier après 23 ans de pouvoir par une révolte populaire. En plein centre de Tunis, deux manifestations se sont croisées hier midi : l'une pour soutenir les Égyptiens aux cris de «Moubarak, Ben Ali t'attend !», «peuple égyptien, peuple tunisien, révolution jusqu'à la victoire !», l'autre contre le Premier ministre tunisien Mohammed Ghannouchi, traité de «voleur».